

Les subsides

M. Evans: Non.

M. Deans: Si. Mais nous en parlerons une autre fois. Cette question a été débattue entre 1966 et 1968 et la loi a été modifiée en 1968.

M. Blenkarn: C'est la loi sur les banques qui a été modifiée.

M. Deans: Oui.

M. Evans: Les banques accordaient des prêts hypothécaires . . .

M. Deans: Nous en discuterons une autre fois. Ce n'est pas de cela dont je veux parler pour le moment. Je veux dire simplement que le gouvernement d'alors a toléré certaines choses qui, à notre grand regret, ont de fâcheuses conséquences pour ceux qui contractent des hypothèques. Cette mesure, que l'on doit aux libéraux, a eu des conséquences désastreuses.

C'est la situation économique en général qui m'inquiète pour le moment. Il y a beaucoup de vrai dans ce qu'a dit le député d'Ottawa-Centre. Les chiffres confirment la théorie économique qu'il nous a exposée. Je dois toutefois dire au député que j'ai, moi aussi, ma propre théorie que les chiffres et certains économistes confirment eux aussi.

On peut évidemment répondre aux théories d'un économiste en leur opposant celles d'un autre. N'étant pas économiste moi-même, j'analyse la situation de façon bien simple. Notre dollar a fléchi par rapport au dollar américain à cause d'un certain nombre de facteurs et notamment le manque d'activité économique au Canada. Le grand nombre de chômeurs et plusieurs autres facteurs témoignent de ce ralentissement économique. A mon avis, si nous avions pour politique de faire baisser énormément les taux d'intérêt, la consommation augmenterait.

De toute évidence, si les gens avaient les moyens de s'acheter une maison, ils le feraient. S'ils avaient les moyens de se mettre cette dette sur le dos à un taux d'intérêt inférieur, ils n'hésiteraient pas. Nous l'avons bien vu ces derniers mois quand les taux d'intérêt ont baissé. Les gens ont eu l'impression que la situation s'améliorait et ils ont commencé à consommer un peu plus. La croissance du produit national brut en témoigne. Aussi faible soit-elle, cette croissance était bel et bien réelle. Mais nous sommes en train de lui faire obstacle.

Si nous avions pour politique de réduire les taux d'intérêt, la demande des consommateurs augmenterait inévitablement, ce qui renforcerait le secteur de la fabrication, et cela représenterait davantage d'emplois et davantage de recettes fiscales pour le gouvernement. Devant la reprise, les investisseurs seraient prêts à financer l'activité industrielle au lieu de placer leur argent dans des obligations ou des titres rapportant des intérêts élevés. Notre économie s'en trouverait mieux et notre dollar aussi. Ce cycle me paraît logique et c'est le seul sur lequel nous puissions exercer un contrôle véritable.

Je voudrais faire comprendre au député et au gouvernement que la politique en question est la seule qui puisse donner confiance aux Canadiens et leur permettre de participer à la relance économique. Même si nous assistons à une certaine fuite de capitaux à court terme, la relance économique inverserait rapidement cette tendance. Je tiens à rappeler au député

d'Ottawa-Centre, par vos bons offices monsieur le Président, que je ne m'intéresse pas du tout aux gens qui investissent au Canada uniquement pour profiter de toutes sortes d'instruments financiers qui rapportent gros. Ils ne nous sont d'aucun secours. Le député nous parle de la libre circulation des capitaux, mais je lui réponds que lorsque ces capitaux s'en vont, ils ramènent avec eux tout l'argent que représentent les intérêts pratiqués au Canada, ils pressurent l'économie du Canada. Nous ne retirons aucun bénéfice stable, de longue durée, d'une politique de l'argent cher. C'est à cause d'une telle politique que l'argent sort de chez nous. C'est pour cette raison que nos réserves financières sont soumises à une aussi rude contribution. En nous mettant à la remorque des États-Unis, en n'investissant pas dans nos propres secteurs économiques, fabrication et autres, en ne plaçant pas notre argent dans des activités économiques prometteuses, nous le laissons se transformer en bouts de papier. Et ainsi, nous siphonnons les capitaux de nos concitoyens sans rien en retirer en retour.

• (1740)

Je considère qu'il y a d'autres principes économiques—monsieur le Président, je termine—il y a d'autres principes économiques, dis-je, que ceux que défendent le député d'Ottawa-Centre et le gouvernement. Ils valent bien ceux du gouvernement. Peut-être qu'il n'en veut pas, mais il y en a d'autres qui y croient, y compris les députés de mon parti et bien d'autres Canadiens intelligents. A nos yeux et aux yeux de beaucoup d'autres, ils valent bien ceux que défend le gouvernement. Le gouvernement ne devrait donc jamais oublier qu'il y a bien des façons de régler les problèmes dont je viens de parler, notamment celles que nous . . .

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. Nous allons maintenant passer à la période de dix minutes prévue pour poser des questions et faire des commentaires. Le secrétaire du président du Conseil privé (M. Evans) a la parole.

M. Evans: Monsieur le Président, je voudrais commenter les propos du député sur deux plans. Il a parlé de papier. Il a dit que l'argent circulait et créait du papier. Ce n'est pas exact. Le papier dont il parle représente une dette. Et cette dette, qui elle-même représente un investissement consenti par une personne, est quelque chose de réel. Les gens n'empruntent pas de l'argent pour le simple plaisir d'en avoir entre les mains, mais pour investir dans un domaine quelconque. Et sur le papier indiquant qu'ils ont contracté un emprunt, il est dit qu'ils consentent à payer un intérêt sur une certaine somme d'argent qui va servir à acheter une maison, une usine ou autre chose. Quand l'argent circule au Canada, quand on remet un bout de papier à des gens qui investissent chez nous, ce bout de papier représente quelque chose de réel. Nous nous servons de cet argent pour construire un tunnel pour le CP, pour donner de l'expansion à nos sociétés ferroviaires ou pour toutes sortes de choses de ce genre. Il est faux de prétendre que ce sont des bouts de papier qui passent entre plusieurs mains.